



Déclaration liminaire CT du 15/10/2021

Plus de 160 000 manifestants disaient le 5 octobre dans toute la France leur mécontentement face aux choix du gouvernement. Actifs comme retraités, ils se sont retrouvés dans l'un des 200 rassemblements de ce mardi 5 octobre. Issus de tous les secteurs d'activité et de différentes administrations, ils sont venus dire leur ras-le-bol face aux conditions de travail dégradées, aux salaires et aux pensions qui stagnent pendant que le coût de la vie augmente. Ils disent aussi l'importance de services publics forts et accessibles à tous. La hausse de l'inflation avec les augmentations des matières premières et des énergies, l'absence d'augmentation significative des salaires et le gel du point d'indice dans la Fonction publique entraînent une nouvelle baisse du pouvoir d'achat pour la majorité des salariés. Comment croire en l'absence d'«argent magique», quand nous apprenons par la presse le scandale des Pandora Papers. Il serait savoureux, si ce n'était révoltant, de voir dans cette liste nombre d'hommes politiques, éditorialistes et hommes d'affaires qui prônent à longueur de temps l'orthodoxie budgétaire. Des milliards pour une infime minorité et rien du tout pour nous les travailleurs. Agents de catégorie C sous le SMIC, gel du point d'indice, fermetures et regroupements de services, suppressions de postes, les agents de la DDFIP 87 subissent de plein fouet comme les autres salariés les décisions gouvernementales et patronales. Concernant ce comité technique, il est encore une fois une mauvaise illustration de la dégradation des conditions de travail des agents et du recul du service public. L'ordre du jour de ce comité technique est un

état des lieux de la destruction de notre service public de proximité en Haute-Vienne par l'intermédiaire des opérations 2022 du nouveau réseau de proximité, que vous imposez de façon brutale aux agents des finances publiques, aux collectivités et élu(e)s ainsi qu'aux usagers. Sans mobilisation forte la casse va continuer, d'autant que de nouvelles attaques sont déjà en préparation avec la fin de la séparation ordonnateur/comptable, la création d'une agence du recouvrement avec l'URSSAF, la casse du contrôle fiscal... les tiroirs de Bercy ne sont pas vides en matière de casse du service public.

A la pandémie en cours va succéder une crise financière qui va toucher essentiellement les plus défavorisés pendant que les plus riches en profitent pleinement. La privatisation de nombreux services publics pour les donner aux actionnaires se paie aujourd'hui avec l'augmentation des prix de l'énergie. C'est le modèle social de la France qui repose notamment sur la qualité de son service public qui jusqu'à là avait permis de faire face. Le projet de loi de finances pour 2022 entérine 1485 nouvelles suppressions d'emplois au ministère de l'économie, des finances et de la relance... 9700 emplois auront été détruits à la DGFIP durant cet interminable quinquennat ! Combien de suppression d'emplois vont donc venir s'ajouter en 2022 à la DDFIP87 ? Combien de services déstructurés encore ? Combien d'utilisateur au téléphone en plein désarroi n'arrivant pas à effectuer ses démarches en ligne ? Combien d'élu(e) en colère d'avoir été berné par la DGFIP en se rendant compte que les services low-cost imposés ne répondent pas aux besoins des populations rurales ? Combien de services nationaux seront créés pour tenter de pallier les inévitables défaillances qui ne manqueront de survenir dans les départements ? Et dans les services locaux faudra-t-il longtemps faire le travail des Centres de Contact, car les usagers n'arrivent pas à joindre le 0 809 401 401 ? C'est le chat qui se

mord la queue. On vide les services locaux d'emploi avec pour excuse que les missions vont être redirigées ailleurs et finalement le travail reste et les agents doivent toujours faire plus... avec toujours moins de moyens et moins de personnel... Lors de ces pandémies, les agents de la DGFIP se sont pleinement mobilisés. Pour autant, le point d'indice ne sera visiblement même pas revalorisé. Pauvre récompense du devoir bien accompli de nos collègues.